



MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

À bien des égards, l'année 2009 s'est déroulée sous le signe de la continuité. Une continuité tantôt favorable, tantôt source d'incertitude et de risques pour nos fermes. D'une part, la stabilité et la prévisibilité de l'approvisionnement et des prix du système canadien de gestion de l'offre ont continué d'en démontrer les bénéfices concrets pour les producteurs, les transformateurs et les consommateurs. Cette démonstration est encore plus éloquente lorsque l'on compare notre situation à la grande volatilité des prix mondiaux ou à la grave crise du revenu que traversent nos cousins européens. D'autre part, la stagnation des négociations du cycle de Doha continue de faire souffler un vent d'incertitude sur l'environnement de gestion de nos fermes. Même si de nombreux analystes conviennent que des développements importants sont peu probables en 2010, je tiens à rappeler que la dernière version du texte des modalités qui a été discutée en 2008 aurait pu causer des pertes atteignant un milliard de dollars pour les producteurs laitiers canadiens. Le dénouement de ces négociations demeure donc un enjeu majeur pour notre organisation et la stabilité de nos fermes.

De nombreux efforts d'alliance et de collaboration ont été réalisés dans la dernière année. Au chapitre des négociations sur le commerce international, nous avons continué de collaborer avec l'Union des producteurs agricoles et les organisations provinciales et nationales des productions sous gestion de l'offre. Plus particulièrement, nous avons accentué nos efforts pour contribuer au débat sur les enjeux de cohérence entre les engagements des États à l'égard des droits de l'homme et les impacts des ententes commerciales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce débat nous amène également à développer nos liens avec la société civile. De concert avec nos collègues ontariens, nous avons aussi été très actifs auprès des gouvernements provinciaux et fédéral pour faire valoir les particularités du système canadien au sein de l'OMC et démontrer que la gestion de l'offre cause moins de distorsion dans le fonctionnement du marché mondial que ne le font les politiques agricoles de nombreux autres pays.

Pour ce qui est de l'harmonisation de nos politiques de quota, nous avons fait des progrès tangibles. Le suivi et l'analyse de la production en vue d'une émission commune de quota au sein d'un regroupement de la Nouvelle-Écosse, du Québec et de l'Ontario sont maintenant une réalité. Pour le moment, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont choisi de ne pas se joindre au groupe à 100 %, mais plusieurs des éléments de leurs politiques de quota respectives sont harmonisés avec les trois autres. Les quelques modifications réglementaires requises au Québec dans le cadre de cette harmonisation ont été adoptées.

Les conditions de production au Québec se sont nettement redressées depuis la fin de l'été. Selon nos modèles de prévisions, la tendance actuelle devrait nous permettre de combler une part appréciable de nos tolérances accumulées. Ainsi, nos ventes en 2009 ont été en valeur et en volume assez comparables à celles de 2008, atteignant près de 2,2 milliards de dollars.



Malgré ce redressement de la production, nous avons fait face en 2009 à un effondrement de nos revenus d'intérêts comme cela était prévu. Ce contexte favorable pour les conditions de financement de nos fermes a toutefois eu un effet très négatif sur notre Fonds d'administration. Alors que les revenus d'intérêts représentaient bon an, mal an 8 % des rentrées du fonds, cette part est passée à 2,6 % pour 2009 et sera d'environ 2 % pour 2010. Lors de l'assemblée spéciale de novembre dernier, nous avons fait le point avec nos délégués et convenu que la réserve du Fonds d'administration était suffisante pour absorber les déficits de 2009 et de 2010. Il a aussi été décidé d'attribuer au Fonds du pool certaines dépenses directement liées au paiement, soit les frais d'analyse de la composition et ceux de la vérification de l'utilisation du lait. Un nouveau bilan sera fait à l'assemblée spéciale de novembre 2010 pour évaluer si une révision du prélevé s'avère nécessaire pour 2011.

En 2009, nous avons aussi eu l'occasion de comparaître devant la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec pour faire le rapport quinquennal des activités du plan conjoint. Cette activité prévue par la loi nous a permis de faire le bilan de nos principales réalisations des cinq dernières années, et ce, en lien direct avec chacun des objectifs du plan conjoint. L'amélioration du revenu des producteurs, la recherche d'une meilleure valorisation du lait et la collaboration avec l'industrie et les autres provinces ont été au cœur de ce rapport.

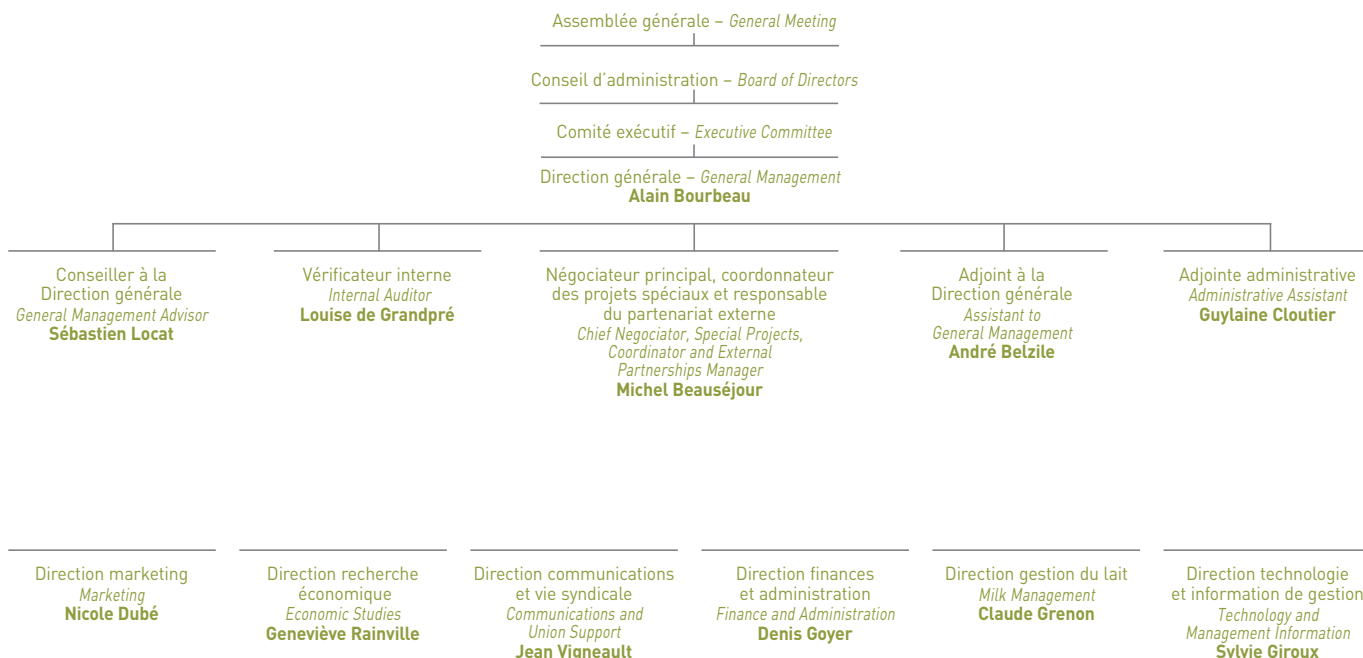
En terminant, je tiens à souligner le travail et l'engagement des employés de la Fédération, à Longueuil comme en région, qui contribuent tous, à leur façon, aux opérations quotidiennes et à l'atteinte de nos objectifs et de notre mission.

Cordialement,

Alain Bourbeau, directeur général



Page de gauche, **Alain Bourbeau**, directeur général *General Manager*
Ci-dessus, **Guytaine Cloutier**, adjointe administrative *Administrative Assistant*, **Sébastien Locat**, conseiller à la Direction générale *General Management Advisor*, **Isabelle Plante**, secrétaire de direction *Secretary*, **Francine Maheu**, gestionnaire de documents *Records Manager*, **André Belzile**, adjoint à la Direction générale *Assistant to General Management*, et **Louise de Grandpré**, vérificateur interne *Internal Auditor*



Message from the General Manager

In many respects, 2009 was a year of continuity. Sometimes this continuity was favourable, sometimes a source of uncertainty and risks for our farms. On the upside, the stability and predictability of supply and prices under the Canadian supply management systems has continued to show concrete benefits for producers, processors and consumers. This positive factor is even more evident when we compare our situation with highly volatile world prices and the severe income crisis afflicting our European colleagues. On the downside, the hiatus in the Doha Round negotiations continues to blow a wind of uncertainty over our farms' management environment. Although many analysts agree that major developments are unlikely in 2010, I must remind you that the latest version of the modalities text discussed in 2008 could cause losses of up to one billion dollars for Canadian dairy producers. The outcome of these negotiations thus continues to be a major issue for our organization and the stability of our farms.

There were many efforts to build alliances and collaborations in the past year. For international trade negotiations, we continued to collaborate with the Union des producteurs agricoles and the provincial and national organizations representing supply-managed commodities. More specifically, we intensified our efforts to contribute to the debate on the issues of coherence between the commitments of States to human rights and the impacts of the trade agreements at the World Trade Organization (WTO). This debate also led us to develop ties with civil society. Together with our Ontario colleagues, we have also been very active with the provincial and federal governments to argue the particularities of the Canadian system within the WTO and demonstrate that supply management causes less distortion in the global market than the agricultural policies of many other countries.

We have made tangible progress regarding the harmonization of our quota policies. Tracking and analysis of production with a view to issuing a common quota for Nova Scotia, Quebec and Ontario are now in place. For the time being, New Brunswick and Prince Edward Island have not fully joined the group, but several elements of their respective quota policies are harmonized with the other three. Quebec adopted the small number of regulatory changes required to accommodate this harmonization.

Production conditions in Quebec have clearly improved since the end of the summer. Our forecasting models indicate that current trends should allow us to cover an appreciable part of our accumulated tolerances. Sales in 2009 were similar to 2008 in value and volume, reaching nearly \$2.2 billion.

Despite this production turnaround, we were faced with a collapse of our interest income in 2009, as had been forecast. Although the declining interest environment was favourable for the financing of our farms, it had a very negative impact on our Administration Fund. For many years interest income represented 8 per cent of the Fund's income, but it fell to 2.6 per cent in 2009 and will remain at about 2 per cent in 2010. During last November's Special Meeting, we reviewed the situation with our delegates and agreed that the Administration Fund's reserve was sufficient to absorb the 2009 and 2010 deficits. It was also decided to allocate certain expenses directly related to milk payment to the Pool Fund, specifically the cost of composition analysis and milk utilization audit costs. A new report will be presented to the November 2010 Special Meeting to evaluate whether a change in the levy will be necessary for 2011.

In 2009, we also had the opportunity to appear before the Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec to present the five-year report of the Joint Plan's activities. This is required by law and allowed us to report on our main achievements during the past five years, and relate them directly to each of the Joint Plan's objectives. Improvement of producer income, the search for value-adding opportunities for milk, and collaboration with industry and the other provinces were the focus of this report.

In conclusion, I wish to acknowledge the work and dedication of the Federation's employees, both in Longueuil and in the regions, who all contribute in their own respective ways to day-to-day operations and the achievement of our mission and objectives.

Cordially,



Alain Bourbeau, General Manager